

Compte Rendu  
Conseil Municipal

Séance du 30 mars 2016

Présents

Bruno Loustalet  
Philippe Maisonnas  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Guy Caplat  
Jean-Michel Thuot  
Valérie Berger  
Nicolas Zimerli  
Marie Paule Dupuy-Roudel  
Suzanne Borrel-Jeantan  
Josiane Brignone  
Kamel Mohammadi  
Audrey Duprat  
Christian Julian  
Serge Manié

L'an deux mil seize, le trente mars à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Philippe Maisonnas

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 30 mars 2016 à 20 h 30  
Enregistrement intégral sans pause»

Excusé

**1. Compte rendu de la précédente réunion :**

Mr le Maire fait part à l'assemblée de la demande reçue par courriel de Mme Duprat concernant des modifications à apporter sur le compte rendu de la séance précédente à savoir :

Pouvoir

Mme Duprat demande que :

Dans le § 5 (Vidéo protection) la phrase : « Mme Duprat note qu'il va y avoir des caméras de partout.

*soit modifiée ainsi :*

« Mme Duprat note que l'on ne peut pas mettre des caméras de partout et que l'on déplacera les problèmes ».

L'Assemblée n'ayant pas d'autres modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

Mr le Maire informe l'Assemblée qu'il serait nécessaire de soumettre au vote une délibération supplémentaire, non prévue initialement à l'ordre du jour à savoir, la délibération n° 16.02.14 portant rétrocession d'une parcelle au lotissement Clos des Platanes. L'assemblée accepte à l'unanimité, le rajout de cette délibération à l'ordre du jour.

## **2. INFORMATIONS GENERALES**

Mr le Maire informe l'Assemblée :

**a.** En fin de semaine dernière, Mr le préfet a publié son arrêté relatif au nouveau schéma départemental de coopération intercommunale dans lequel en termes d'orientation il accepte de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2018 la fusion de la CCMP et de la 3CM. Ce sera le régime du droit commun qui s'appliquera. Mr le préfet a accepté cette proposition car la commission départementale de coopération intercommunale avait accepté à l'unanimité, la proposition de report au 1<sup>er</sup> janvier 2018 portée par les Présidents des deux Communautés de Communes.

**b.** D'autre part, mardi 29 mars s'est tenue au Grand Parc la signature du contrat territorial 2015 / 2020 qui dispose de la mise en œuvre du programme de restauration hydraulique du Rhône Amont. Ceci consacre l'aboutissement de plus de 30 ans de travail des élus de notre territoire avec pour enjeu majeur pour notre commune les travaux de protection rapprochée pour la prévention des inondations.

**c.** Le Conseil Communautaire, le même jour, a approuvé le Compte Administratif 2015 et le Budget Primitif 2016, ainsi que l'évolution des compétences de la CCMP dans la perspective de permettre notamment, le raccordement du réseau d'assainissement collectif de Thil à la STEP de la 3CM. Il rappelle que les communes doivent voter de manière concordante pour que cette évolution des compétences soit validée et souligne qu'en l'absence de vote de la commune, les compétences sont considérées comme acquises d'office.

## **3. FINANCES**

Mr le Maire donne la parole à Mr Maisonnas pour la présentation budgétaire.

Mr Maisonnas rappelle les chiffres du CA Commune et Assainissement permettant d'établir les affectations de résultat.



### **Compte administratif M14 COMMUNE**

#### **FONCTIONNEMENT 2015**

**Résultat 2015: 37017.84 €**

**Excédent reporté: 173270.57 €**

**Cumul: 210288.41 €**

#### **INVESTISSEMENT 2015**

**Résultat: 328249.45 €**

**Déficit reporté: -50048.61 €**

**Cumul: 278200.84 €**

#### **Affectation des résultats:**

**Report en fonctionnement (R002): 210288.41 €**

**Report en investissement (R001): 278200.84 €**

## **DELIBERATION 16/02/01 : AFFECTATION DU RESULTAT 2015**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Sur proposition de Monsieur le 1er Adjoint,

Vu l'avis de la Commission Finances du 29 février 2016,

La Commission Générale ayant été consultée le 10 mars 2016,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 37.017,84 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 173.270,57 Euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 210.288,41 Euros.

Le résultat d'investissement de l'exercice s'élève à 328.249,45 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à - 50.048,61 Euros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à 278.200,84 Euros.

Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au compte I/R 001 : 278.200,84 Euros,

. Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté F/R 002 : 210.288,41 Euros.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



### **Compte administratif M49 ASSAINISSEMENT**

#### **EXPLOITATION 2015**

**Résultat: 4391.25 €**

**Déficit reporté: - 71.64 €**

**Cumul: 4319.61 €**

#### **INVESTISSEMENT 2015**

**Résultat: 4141 €**

**Excédent reporté: 4877.15 €**

**Cumul: 9018.15 €**

#### **Affectation des résultats:**

**Report en fonctionnement (R002): 4319.61 €**

**Report en investissement (R001): 9018.15 €**

## **DELIBERATION 16/02/02 : AFFECTATION DU RESULTAT BUDGET ASSAINISSEMENT 2015**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Sur proposition de Monsieur le 1er Adjoint,

Vu l'avis de la Commission finances du 29 février 2016,

La Commission Générale ayant été consultée le 10 mars 2016,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat d'exploitation de l'exercice du budget assainissement s'élève à 4.391,25 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à -71,64 Euro et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 4.319,61 Euros.

Le résultat d'investissement de l'exercice du budget assainissement s'élève à 4.141,00 Euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 4.877.15 Euro et le résultat d'investissement cumulé s'élève à 9.018.15 Euros.

Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

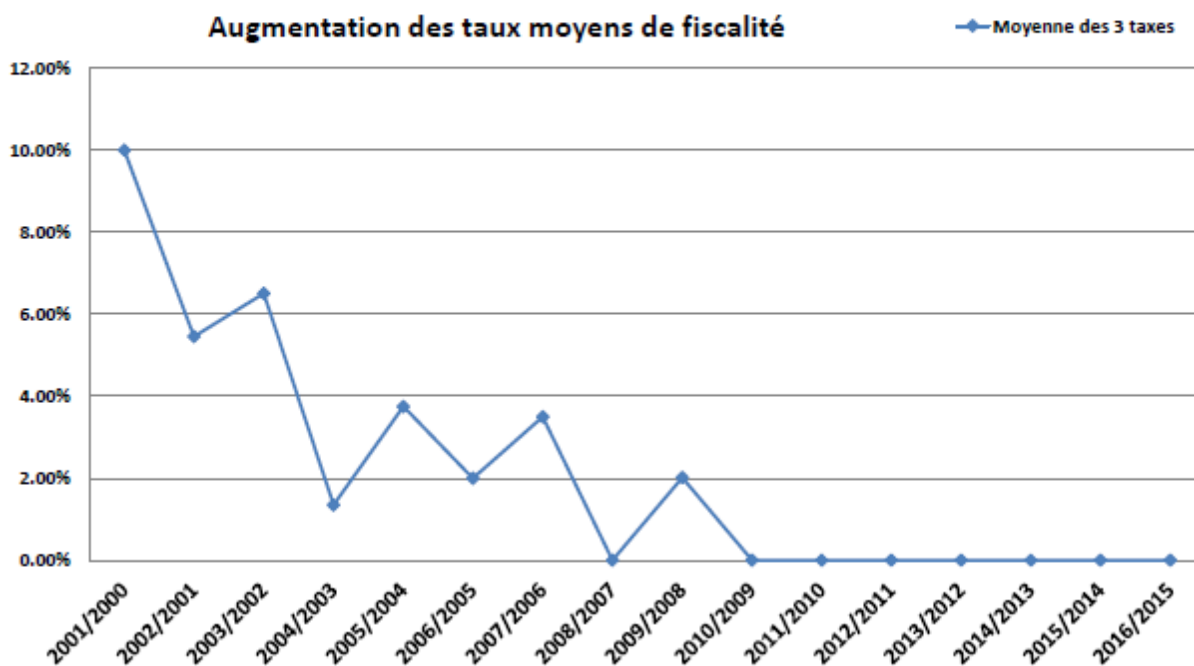
. Affectation au compte I/R 001 : 9.018,15 Euros,

. Affectation à l'excédent d'exploitation reporté F/R 002 : 4.319,61 Euros.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

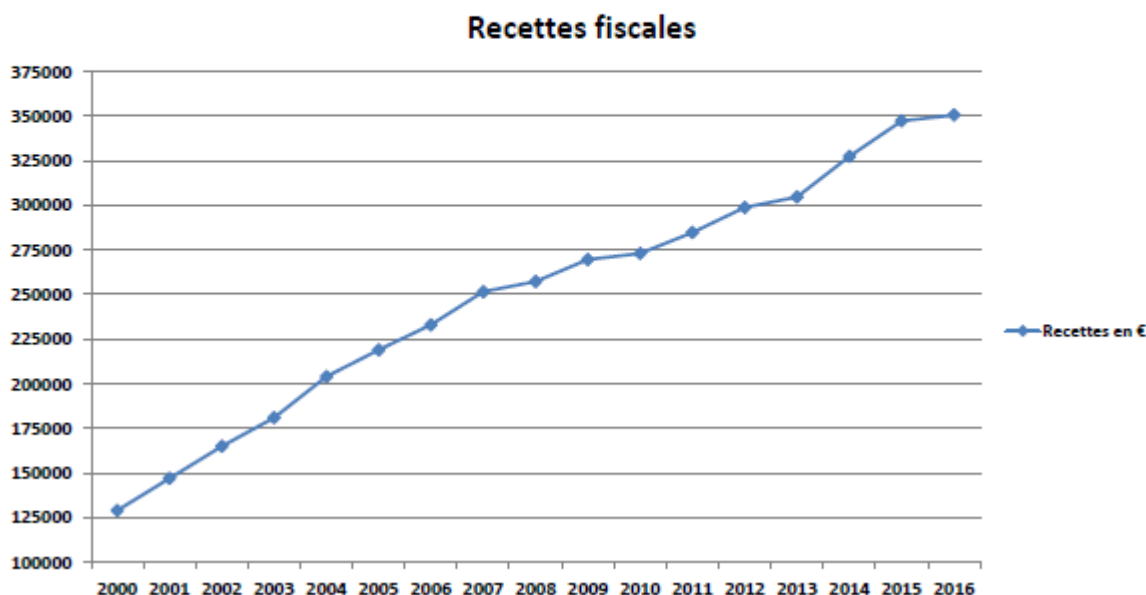
Mr Maisonnas note que les taux d'imposition n'ont pas subi d'augmentation depuis 7 ans. Malgré cela, les recettes fiscales ont nettement évolué, eu égard à l'augmentation de l'assiette.

## **FISCALITE 2016**



Mr Maisonnas précise que l'augmentation des recettes fiscales est de 100 k€ entre 2007 et 2015.

## FISCALITE 2016



## FISCALITE 2016



	•THIL	•Moyenne AIN
•Taux TH:	•13.52%	•18.58%
•Taux TFB:	•13.33%	•14.87%
•Taux TFNB:	•58.13%	•47.68%

**Recettes fiscales en 2015: 347367 €**

**Augmentation des bases 2016: TH +1.83% TFB +3.40% TFNB +0.65%**

**Recettes attendues pour 2016: 355922 €**

**Soit + 8556 € /2015 à taux équivalents**

Mr Manié demande s'il y a une commission qui fixe les taux.

Mr le Maire répond que la CCID, à laquelle participe Mr Julian, prend en compte les évolutions notamment en matière du droit du sol, évalue ou réévalue les valeurs locatives. C'est une commission indépendante qui réunit à la fois le Maire en qualité de Président mais aussi les membres désignés par la DDFIP à partir de la liste proposée par le Conseil.

Mr Julian rajoute qu'une personne extérieure à la commune est membre de cette commission.

**DELIBERATION 16/02/03 : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2016**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'exercice 2016.

Vu l'avis de la Commission Finances du 29 février 2016,

La Commission Générale ayant été consultée le 10 mars 2016,

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide de fixer les nouveaux taux comme suit :

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante	Variation de taux / 2015	Produit voté par l'assemblée délibérante
Taxe d'Habitation	1 337 000	13,52	0 %	180 762
Taxe Foncière sur les propriétés bâties	1 246 000	13,33	0 %	166 092
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	15 600	58,13	0 %	9 068
<b>TOTAL</b>	<b>2 598 600</b>			<b>355 922</b>

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire donne la parole à Mme Semay pour la présentation de la délibération concernant l'attribution des subventions.

Mr le Maire informe que Mme Borrel-Jeantan ne souhaite pas prendre part au vote du fait qu'elle assure la Présidence de l'une des associations concernée par l'attribution d'une subvention (Temps de Vivre). Il y aura donc 14 votants pour cette délibération.

Mme Semay informe que le Sou des Ecoles a investi l'année dernière dans un barnum et qu'il a été décidé de le rembourser à l'association.

## SUBVENTIONS



SUBVENTIONS	2016
Sou des écoles	850
Aca Dombes	150
Acenas	150
Cuma	1000
Fc Luenaz	1000
Pêcheurs Thilois	Pas de demande
Temps de vivre	500
Festhil'ité	Pas de demande
Côtière des arts	500
Thil'assoc	Pas de demande
Provision sur délibération	1000
<b>Total</b>	<b>5150.00</b>

Mr Maisonnas précise que le fait de rembourser le barnum au Sou des Ecoles, ce dernier devient propriété de la commune et sera donc, à disposition de toutes les associations. Il en sera de même pour les autres barnums que la commune va acquérir.

Mr Guillard souligne que les subventions à caractère social, ont été votées par le CCAS, comme l'année dernière.

### **DELIBERATION 16/02/04: VOTE DES SUBVENTIONS ALLOUEES AUX ASSOCIATIONS**

Rapporteur : Yannick Semay

Mme le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que le Budget prévoit chaque année, l'attribution de subventions à certaines associations.

Le détail de ces subventions figure dans l'annexe B1.7 du budget de l'exercice en cours.

Mme le Rapporteur propose une enveloppe globale de 5.150,00 euros à l'article 6574 du Budget Primitif 2016, répartie comme suit :

ASSOCIATIONS	MONTANT DE LA SUBVENTION
Académie de la Dombes	150,00 €
Acenas	150,00 €
Côtière des Arts	500,00 €
CUMA de Thil	1.000,00 €
FC Luénaz	1.000,00 €
Sou des Ecoles	850,00 €
Temps de Vivre	500,00 €
Sur Délibération	1.000,00 €

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le Rapporteur,

. Approuve la répartition de l'enveloppe budgétaire allouée aux Associations, telle que présentée.

<i>Pour</i>	13
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	1

Mr Zimerli justifie son abstention au fait qu'il est lui aussi Président d'une association (CUMA).

#### **4. AMORTISSEMENT DU PLU**

Mr Maisonnas explique à l'Assemblée que les dépenses liées à la révision du PLU, sont amortissables et qu'il convient de délibérer pour en fixer la durée.

##### **DELIBERATION 16/02/05 : AMORTISSEMENT DU PLU**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur informe que l'amortissement du PLU s'effectue sur 10 ans.

Il propose d'amortir le compte 202 de la M.14 relatif au PLU sur une durée de 10 ans.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Rapporteur,

. Valide l'amortissement du PLU sur une durée de 10 ans.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

#### **5. BUDGETS PRIMITIFS 2016 – COMMUNE ET ASSAINISSEMENT**

Mr Maisonnas rappelle que les membres du Conseil ont été destinataires des Budgets Primitifs de la Commune et de l'Assainissement lors de l'envoi des convocations. Il avait alors proposé aux Elus de formuler leurs éventuelles questions, en amont, ce qu'a fait Mr Manié. Mr Maisonnas a apporté les réponses aux diverses interrogations liées au budget.



## BUDGET 2016 Fonctionnement



FONCTIONNEMENT		Propo BP 2016	%/BP2015+DM
Dépenses			Hors réserves
Total 011	Charges à caractère général	367350.72	9%
Total 012	Charges de personnel	268470.00	6%
Total 014	Atténuation de produits Fpic	40000.00	36%
022	Dépenses imprévues	68000.00	n.s.
042	Amortissements	14787.38	111%
Total 65	Autres charges de gestion	178426.00	4%
Total 66	Charges financières	5438.00	-62%
Total Dépenses		942472.10	1%
Recettes			
002	Excédent reporté fonctionnement	210288.41	21%
042	Opé d'ordre	190.00	-93%
Total 70	Produits des services	89200.00	20%
Total 73	Impôts et taxes	549225.69	16%
Total 74	Dotations et participations	79218.00	-13%
Total 75	Revenus immeubles et fermiers	11600.00	-8%
Total 77	Produits exceptionnels	2750.00	n.s.
Total Recettes		942472.10	14%

**Evolution dépenses 2016/2015 hors réserves: +1%**

**Evolution recettes 2016/2015: +14%**

## BUDGET 2016 Evolution des dépenses de fonctionnement/2015



FONCTIONNEMENT		BP 2016/2015	Commentaires
Dépenses		En €	
011	Charges à caractère général	+23250	0.5 k€ biblio non utilisé en 2015, 3 k€ élagage école, 2 k€ Tap+Ram, 3 k€ maintenance, 11 k€ portage epfl, 2 k€ telecom
012	Charges de personnel	+15455	½ ETP en + prévu
014	Fpic	+10668	Estimation
042	Amortissements	+7792	Nouvelle politique de gestion
65	Autres charges de gestion	+4890	Vétérance pompiers et subventions RAM
66	Charges financières	-9062	Rachat prêt par AFL
		+52993	

Mr le Maire souligne que les budgets (commune et assainissement) seront accessibles sur le site de la commune, dès visa de la Préfecture.

Mr Maisonnas démontre que sur les prévisions budgétaires, on constate que par rapport à 2015, hors réserves, il est budgété une augmentation de 1 % des dépenses.

Il note que les recettes prévisionnelles évoluent de l'ordre de 14 %.

Une évolution des dépenses de l'ordre de 23.000 € est notée au chapitre 11 entre l'exercice 2015 et l'exercice 2016 (l'enveloppe non utilisée par la bibliothèque sur l'exercice 2015 en raison de la fermeture momentanée de la Bibliothèque due aux travaux, est reportée sur 2016 à savoir + 500 €, 3.000 € pour l'élagage de l'école, 2.000 € pour les fournitures NAP (Nouvelles Activités Périscolaires) (1.800€) + RAM (200 €), + 3.000 € de maintenance, 11.000 € portage EPFL, 2.000 € frais de Telecom liés à la liaison vidéo et fournisseur d'accès internet.

Pour le FPIC (chapitre 14), augmentation de 10.000 € (estimation)

Amortissements, augmentation de 8.000 €

La cotisation pour vétéranage pompiers représente désormais 3.000 € annuels

Convention RAM, il a été prévu par anticipation, une augmentation

En revanche, les charges financières sont en baisse eu égard au rachat du prêt des travaux de la Place.

Mr Manié demande si les 11.000 € de portage de l'EPFL sont annuels.

Mr Maisonnas répond que c'est bien une dépense annuelle, et cela concerne la propriété Posnic (portage sur 10 ans qui s'amortit chaque année, et la commune va payer des intérêts sur le capital restant dû, comme pour un prêt) et Vélien (portage sur 4 ans avec des intérêts réglés chaque année sans amortissement du capital).

Concernant l'Investissement, outre les dépenses imprévues et opérations d'ordre, on retrouve :

- . Remboursement du capital des emprunts, dont le BEA,

- . European Homes (promoteur du Clos des Platanes) ayant déposé un PC modificatif, ce qui lui permet de se mettre en conformité au niveau de l'urbanisme, mais aussi de demander une rétrocession de taxe d'aménagement sur son Permis de Construire (34.300 €) puisqu'il avait financé la STEP du Clos des Platanes par un PUP, il est donc exonéré de Taxe d'Aménagement. Nous serons amenés à rembourser ce montant sur l'exercice 2016.

- . Amortissement de l'EPFL

- . Subvention d'équilibre M.49 pour financer les investissements d'assainissement

- . Les opérations classiques dont la 1<sup>ère</sup> tranche d'accessibilité (Salle Polyvalente et Mairie). Mr Maisonnas note que pour l'opération travaux de sécurité, un complément vidéo est à l'étude. Il a maintenu une enveloppe budgétaire de 21.000 € bien que Mr Thuot ait obtenu un devis de l'ordre de 10.000 € TTC (génie civil non compris).

Mr Manié demande quel budget est prévu pour les brochures de communication d'aménagement urbain.

Mr le Maire répond que c'est de l'ordre de 10.000 € (brochure Thil Village d'Avenir produite et diffusée à l'automne dernier, totem...). Mme Semay ajoute qu'il s'agit de toute la communication liée à l'assainissement, la requalification des Berges du Rhône, en résumé, tout l'AMO.

Mr Manié souligne que cela dépasse largement le budget Communication destiné à Thil Tempo et Thil Texto. Mme Semay répond que cela n'a rien à voir et qu'il s'agit d'un budget différent.

Mme Semay souligne que l'Agence de communication gère la communication liée à l'assainissement et à l'AMO et crée les supports (maquette et charte graphique Thil Village d'Avenir, brochures, totem...). Son domaine de compétence va de l'étude jusqu'au rendu final. Mr le Maire rappelle qu'au travers du marché AMO à groupement de commandes, l'idée était d'associer le programmiste pour l'assainissement, celui qui travaille sur la requalification des Berges du Rhône, celui qui va travailler aussi sur la voirie, celui sur la densification, c'est-à-dire sur l'opération d'aménagement de la parcelle Vélien et celui qui est en charge de la Communication. Cela permet une communication unique et transversale sur l'ensemble du projet. C'est un projet urbain. Mr le Maire rappelle que le coût d'un totem est élevé, cependant, ces derniers sont destinés à être installés en Mairie, à la Salle Polyvalente, à l'école...

Mr Manié demande selon un article qu'il a lu dans le journal La Côtère, des précisions sur les deux passerelles pour les études d'aménagement urbain et cadre de vie. Y en aura-t-il une sur la commune ?

Mr le Maire précise que la réalisation de ces ouvrages est de la compétence de la Communauté de Communes.

Mr Manié demande si Thil est toujours demandeur pour un positionnement de la passerelle.

Mr le Maire informe qu'une réponse pourra être apportée plus tard dans la séance. L'objet du moment étant le vote du budget.

Cependant, il rappelle comme cela a été diffusé dans les journaux locaux, qu'il y a, à l'étude, une passerelle à Neyron et une autre à l'Est du territoire.

## BUDGET 2016 dépenses investissement



### INVESTISSEMENT

BP 2016

#### Dépenses

Opération d'ordre (040)	190	amortissements
Opération d'ordre (041)	77518.00	pour amort plu
Dépenses imprévues d'investissement (020)	14000.00	
Rembt K emprunts BEA et cautions (16)	44857.70	Dont BEA 6360 CA 10468 et AFL 28031
Remboursement TA EH (10223)	34322.00	
Autres immobilisations financières (27638)	33200	Amort EPFL
Subventions équipement versées (204)	61689.24	pour équilibre M49
Opération Matériel RAM (92)	650.00	
Opération Matériel mairie (103)	2000	Dont barnum , 2 enrouleurs , 4 talkie
Opération Matériel voirie (117)	2000	Dont panneaux manquants ou tagués
Opération Travaux sécurité (118)	21000	Complément vidéo+réparation défibrillateur
Opération Eclairage public (119)	2000	Ecole + casses éventuelles

## BP 2016 dépenses investissement suite



Opération travaux stade	500	protection disjoncteur vidéo
Opération travaux ateliers	5000	Mise aux normes elec et isolation
Opération acquisition camion	1800	Achat en fin leasing
Opération Salle polyvalente (121)	3000	Accessibilité polyvalente
Opération acquisition terrains (123)	3800	Bande de terrain+bornage
Opération Travaux voirie (130)	31000	piste les llets + réfection Brayonne + puits
Opération travaux mairie (132)	2000	Accessibilité
Opération cadre de vie (136)	10000	Etude requalif étangs
Opération Acq. Materiel école (89)	3500	
Opération Groupe scolaire (90)	13800	peinture 2eme tranche + réfection plafond/assurance
Opération étude POS/PLU (139)	11700	Honoraires CE + Copidem + modification
Opération étude aménagement urbain (152)	16000	Communication et voirie
<b>Total dép équipement</b>	<b>191439.24</b>	
<b>Total Dépenses</b>	<b>395526.94</b>	

Concernant les recettes d'Investissement, Mr Maisonnas souligne que la Cour des Comptes autorise le vote d'un budget en suréquilibre.

Mr Manié demande tout compris, combien coûte la vidéo y compris les ordinateurs, la fibre optique, etc, quel est le coût réel pour la commune ?

Mr Maisonnas répond que la fourchette haute tout confondu (après déduction faite des diverses subventions) se situe à 4.000 € maximum pour la commune.

Mr Manié remercie Mr Maisonnas d'avoir répondu par mail à sa demande de précisions concernant les prévisions budgétaires 2016. Cependant, il attendait une réponse plus précise sur l'article Contrat de Prestations de Service à savoir pourquoi + 30.000 €. Mr Maisonnas répond à Mr Manié qu'il ne lui a pas demandé le détail, mais l'explication de l'augmentation de 30.000 €. Dans sa réponse par courriel, Mr Maisonnas lui a démontré qu'il n'y a pas 30.000 € de plus, car il y avait 32.000 € sur le BP 2015 et 30.000 € sur le BP 2016 soit 2.000 € de moins.

Mr Manié demande pourquoi il y a 72.000 €, sur le poste redevance service scolaire en recettes de fonctionnement. Qu'est-ce que cela recouvre ?

Mr Guillard répond qu'il y a ce que règlent les parents pour les prestations de repas, garderie, études, s'ajoutent les recettes perçues de la CAF (qui finance la partie NAP), la subvention gouvernementale pour la partie NAP.

Il est demandé à Mr Guillard de fournir très prochainement, le détail concernant les subventions de la CAF.

## BUDGET 2016 recettes investissement



### Recettes

Solde execu inv. Reporté (001)	278200.84	résultat clôture 2015
FCTVA	11264	
Taxe d'aménagement	2000	
Total 10	13264	
Etat soutien investissement	4700	pour Mas Durand mode doux
Etat	3300	Cons départ pour étude étangs
FIPD + accé		Compt vidéo
Sub Sénateur Chaize	5000	Compt vidéo
Groupe de collectivité	25500	FDC CCMP pour solde
Autres subventions	1900	Cons départ solde plu
Total 13	40400	
Opérations d'ordre (040)	14787.38	amortissements
Opération d'ordre (041)	77518.00	pour amort plu
Total Recettes	424170.22	
Diff ou Equilibre	+ 28643.28	

### **DELIBERATION 16/02/06 : VOTE DU BUDGET 2016**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Sur le rapport de Monsieur le 1er Adjoint,  
Vu l'avis favorable de la commission Finances du 29 février 2016,  
La Commission générale ayant été consultée le 10 mars 2016,


Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal le Budget Primitif 2016 de la commune.  
Le Conseil,  
Entendu les explications de Monsieur le Maire,

Adopte le Budget Primitif 2016 de la commune tel que présenté.

Cette année encore, la section d'investissement du budget primitif 2016 est votée en «suréquilibre », c'est-à-dire en excédent, comme l'autorise l'article L1612-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce choix est délibérément fait par volonté de sincérité budgétaire.

Pour	12
Contre	0
Abstentions	3

Se sont abstenus A.DUPRAT, S.MANIE et C.JULIAN

<b>BUDGET 2016 Assainissement</b>			
<b>M 49 ASSAINISSEMENT</b>	<b>Propo 2016 HT</b>		
Dépenses investissement			
Déficit reporté	0.00		
Amortissements (sub + Pup)	5055.44		
Opération étude ingénierie village	70725.00		
Achat terrain station	1802.00		
Bornage et indemnités	2000.00		
<b>Total Dépenses</b>	<b>79582.44</b>		
Recettes investissement			
Excédent reporté	9018.15		
Virt de M14 (subvention)	61689.24	pour équilibre	
Virement de M49 exploitation	8875.05		
<b>Taxes assainissement 1Na</b>	<b>0.00</b>	<b>A mettre en place en 2016</b>	
<b>Total Recettes</b>	<b>79582.44</b>		
<hr/>			
Dépenses exploitation			
Report à nouveau	0		
Fournitures non stockées	350		
Frais télécom	150		
Virement à section investissement	8875.05		
<b>Total dépenses</b>	<b>9375.05</b>		
Recettes exploitation			
Report à nouveau	4319.61		
Opérations d'ordre	5055.44	Amortissements	
Subventions d'exploitation	0		
<b>Total recettes</b>	<b>9375.05</b>		

#### **DELIBERATION 16/02/07: VOTE DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2016**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Vu le rapport de Monsieur le 1er Adjoint,  
Vu l'avis favorable de la commission Finances du 29 février 2016,  
La Commission générale ayant été consultée le 10 mars 2016,  
Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal le Budget Annexe Assainissement 2016 de la commune.

Le Conseil,  
Entendu les explications de Monsieur le Maire,

Adopte le Budget Assainissement 2016 de la commune tel que présenté.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire remercie au nom du Conseil, le 1<sup>er</sup> Adjoint et Mme la Secrétaire Générale pour le travail accompli en amont dans toute la préparation budgétaire.

## **6. FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL**

Mr Maisonnas informe que l'Etat a mobilisé une enveloppe d'un milliard d'euros pour favoriser l'investissement. Il rappelle que le projet d'aménagement d'un cheminement Mode Doux sur le Chemin du Mas Durand y est éligible.

### **DELIBERATION 16/02/08 : FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur informe que face à la baisse constatée de l'investissement public local, le Parlement a décidé de mobiliser une enveloppe d'un milliard d'euros de l'Etat, en faveur des communes et EPCI.

Ce plan de soutien a pour objet d'accélérer la réalisation d'investissements par les communes et EPCI.

Il rappelle le projet d'aménagement d'un cheminement Mode doux au droit du lotissement des Platanes afin de desservir les quarante logements récemment construits (lotissements les Ilets et les Platanes). Cette opération s'intègre au projet global destiné à relier en mode doux, la gare de Beynost aux berges du canal et opérer ainsi une jonction avec l'anneau bleu.

Compte tenu des délais d'instruction des dossiers, il propose au Conseil municipal d'autoriser Mr le Maire, dès à présent, à solliciter le fonds de soutien à l'investissement des collectivités.

Le Conseil municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Rapporteur,

Après avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Maire :

- à solliciter, dans les formes requises, une subvention au titre du Fonds de soutien à l'investissement pour le projet d'aménagement d'un cheminement Mode Doux sur le Chemin du Mas Durand.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **7. VEHICULE SERVICE TECHNIQUE**

Mr Maisonnas rappelle que le véhicule communal destiné au Service Technique arrive en fin de leasing et qu'il convient de voter une délibération pour procéder à son acquisition.

### **DELIBERATION 16/02/09: ACHAT VEHICULE SERVICE TECHNIQUE**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle au Conseil la délibération en date du 25 février 2011 autorisant Mr le Maire à signer le crédit-bail avec la société Renault Truck Financement à Bourg en Bresse (LIXXBAIL) concernant l'acquisition d'un véhicule Renault Master pour le Service Technique de la Commune. Le contrat souscrit avec cette société pour le financement de ce véhicule arrive à échéance, et Monsieur le Rapporteur demande au Conseil de se prononcer sur l'acquisition de ce véhicule pour un montant résiduel de 1.463,45 euros H.T. soit 1.756,14 euros T.T.C.

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Rapporteur,

- Autorise Monsieur le Maire à signer la confirmation de rachat dudit véhicule pour un montant de 1.463,45 euros H.T. soit 1.756,14 euros T.T.C.

La dépense sera inscrite au budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **8. DISPOSITIF DE PARTICIPATION CITOYENNE**

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Il rappelle que le protocole a été communiqué aux élus en même temps que la convocation à la présente séance du Conseil Municipal.

Mr Manié note qu'il serait bien de préciser que c'est un dispositif complètement différent des « voisins vigilants ».

Mr le Maire rappelle à Mr Manié qui était absent lors de la Commission Générale portant sur le sujet, que le dispositif « voisins vigilants » est tombé dans le domaine privé alors que le dispositif de « participation citoyenne » est directement encadré par la loi. C'est une relation privilégiée avec les services de Gendarmerie pour informer et relayer les informations.

Mme Semay souligne qu'il y a une formation assurée par la Gendarmerie. Les citoyens vigilants sont formés par les gendarmes et on leur explique quel est leur rôle.

Mr le Maire rappelle que dans le dispositif, il y a une inscription en Mairie avec un minimum d'enquête diligenté par la Gendarmerie pour la recevabilité des candidatures. L'avis du Maire est demandé et une réunion publique sera organisée par la gendarmerie à laquelle tous les Thilois seront conviés.

### **DELIBERATION 16/02/10 : DISPOSITIF DE PARTICIPATION CITOYENNE AUTORISATION DONNEE AU MAIRE DE SIGNER LE PROTOCOLE**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Mr le Maire rappelle que suite à la présentation de l'action « dispositif de participation citoyenne » aux membres du Conseil Municipal le jeudi 10 mars 2016 par la Gendarmerie de Miribel, il est proposé de mettre en place un dispositif de participation citoyenne sur la commune.

Des personnes volontaires et résidentes sur la commune seront nommées référentes afin de faire suivre au quotidien les actions de solidarité de voisinage et d'échange d'information avec la Gendarmerie, dans le cadre de ce dispositif.

Cette fonction de référent, assurée en qualité de bénévole et que l'on peut choisir de quitter à tout moment sur simple demande écrite, permettra :

- de sensibiliser les habitants de notre village à la protection contre des phénomènes de délinquance particuliers, en leur relayant des informations de prévention provenant de la Gendarmerie,

- de faciliter, voire organiser des actions de solidarité de voisinage afin de veiller sur les domiciles d'habitants absents ou vulnérables.

Investi d'aucune prérogative de puissance publique, il ne s'agit pas de se substituer aux militaires de la Gendarmerie dans leurs missions de prévention et de répression de la délinquance.

En revanche, par l'action quotidienne au service de la protection des habitants du village, le référent constitue un nouveau maillon d'une chaîne de sécurité élargie et diversifiée, qui s'adapte aux besoins de nos citoyens.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

. **DECIDE** de la mise en place d'un dispositif de « participation citoyenne » au bénéfice de l'ensemble de la commune de Thil ;

. **AUTORISE** Mr le Maire à signer le protocole relatif à la mise en place de la participation citoyenne.

- Annexe délibération 16.02.10 -



PRÉFET DE L'AIN



## PROTOCOLE RELATIF A LA MISE EN PLACE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

### SUR LA COMMUNE DE THIL

Vu le code de procédure pénale et notamment ses articles 11 et 73 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.

Entre l'**État**, représenté par

Monsieur Laurent TOUVET, Préfet de l'Ain,

Le Colonel François-Xavier MARTIN, commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Ain et

La commune de **THIL**, représentée par :

Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Il est convenu du protocole suivant :



## **Préambule**

Afin d'apporter une action complémentaire et de proximité dans la lutte contre les phénomènes de délinquance à laquelle se consacre la Gendarmerie Nationale, le présent protocole précise les modalités opérationnelles de mise en œuvre du dispositif "Participation citoyenne" sur la commune de **THIL**.

Le dispositif vise à :

- rassurer la population ;
- améliorer la réactivité de la gendarmerie contre la délinquance d'appropriation ;
- *accroître l'efficacité de la prévention de proximité.*

Pour l'application du présent protocole, la gendarmerie est représentée par le commandant de la brigade de Miribel.

## **Article 1 : Principe du dispositif : une approche territoriale de la sécurité**

La démarche de "participation citoyenne" consiste à sensibiliser les habitants de la commune de **THIL** en les associant à la protection de leur propre environnement.

La connaissance par la population de son territoire et par conséquent des phénomènes de délinquance susceptibles de s'y produire permet de développer un mode d'action novateur d'information des forces de l'ordre et des habitants eux-mêmes.

Empruntant la forme d'un **réseau de solidarités de voisinage** constitué d'une ou plusieurs chaînes de vigilance structurées autour d'habitants de la commune, le dispositif doit permettre d'alerter la gendarmerie de tout événement suspect ou de tout fait de nature à troubler la sécurité des personnes et des biens dont ils seraient les témoins.

**Ce dispositif n'a pas vocation à se substituer à l'action de la gendarmerie.**

Par conséquent, cela exclut l'organisation de toute patrouille ou intervention hors le cadre de crimes ou de délits flagrants (article 73 du Code de procédure pénale).

## **Article 2 : Rôle du maire**

Conformément à l'article L. 2211-1 du code général des collectivités territoriales, le maire concourt par son pouvoir de police administrative au respect du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publique sur le territoire de sa commune.

Le maire est un acteur clé de la sécurité publique et de la prévention de la délinquance sur son territoire. Le dispositif "participation citoyenne" renforce le maire dans son rôle de pivot de la politique de prévention de la délinquance.

Le maire est chargé, en collaboration étroite avec la gendarmerie, de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce dispositif.

## **Article 3 : Rôle des référents**

Les habitants de la commune de **THIL** sont sensibilisés aux phénomènes de la délinquance au cours de **réunions publiques** organisées conjointement par le maire et le commandant de la brigade de Miribel. Les habitants de ces quartiers (ou rue, ou zone pavillonnaire...) relaient l'action de la gendarmerie auprès de la population et favorisent ainsi la diffusion de conseils préventifs pour lutter plus particulièrement contre la délinquance d'appropriation et les dégradations.

Il s'agit notamment de les amener à accomplir des **actes élémentaires de prévention** tels que la surveillance des logements temporairement inhabités, le ramassage du courrier des vacanciers...

Ils sont étroitement associés à l'action de prévention des cambriolages intitulée « opération tranquillité vacances » mise en œuvre sous l'autorité de la gendarmerie.

## **Article 4 : Procédure d'information**

Hors le cas de crimes ou délits flagrants qui impliquent pour les témoins de l'événement un appel direct à la gendarmerie (appel d'urgence n°17), les habitants de la commune de **THIL** transmettent à la gendarmerie, par l'intermédiaire du maire ou des référents qu'il a désignés au sein de la commune, toutes les informations qu'ils estiment utiles en matière de prévention de la délinquance, sous réserve qu'elles respectent les droits fondamentaux individuels et ne revêtent aucun caractère politique, racial, syndical ou religieux.

La liste des référents désignés au sein de la commune de **THIL**, portant mention de leurs coordonnées, est transmise à la gendarmerie au 1er février de chaque année sous la forme d'un courrier adressé par le maire de **THIL** au commandant de la brigade de Miribel.

**Lors de la désignation de nouveaux référents, ceux-ci reçoivent une lettre du maire leur précisant le périmètre de leurs fonctions**, et bénéficient d'une réunion de contact et d'information organisée avec les militaires de la brigade. **A tout moment, un référent peut, sur simple demande écrite adressée au maire de THIL, demander à cesser ses fonctions.**

Pour ce qui le concerne, le commandant de la brigade de Miribel désigne **un militaire correspondant au sein de la COB, ainsi qu'un suppléant**, qui seront les interlocuteurs privilégiés des **référents désignés par le maire au sein de la commune.**

Sans préjudice du secret de l'enquête et de la confidentialité des dispositifs opérationnels mis en œuvre par la **brigade de Miribel**, ils informent également le maire et les référents de la proximité d'un phénomène de délinquance susceptible d'affecter la commune de **THIL** à court terme, afin de permettre aux habitants de prendre des mesures préventives.

Ce dispositif, qui se base sur la **continuité et la réciprocité des échanges d'informations** entre la gendarmerie nationale, le maire et les habitants de la commune, s'appuie sur un éventail de vecteurs de communication propices à la multiplication des échanges (rencontres, téléphone, fax, internet).

Cette procédure s'inscrit pleinement dans le cadre de l'article L 2211-13 du Code général des Collectivités territoriales qui instaure, pour les forces de sécurité intérieure, « *l'obligation d'informer sans délai le maire des infractions (agressions, violences graves, accidents de la route....) causant un trouble à l'ordre public commises sur le territoire de la commune.* »

#### **Article 5 : Mise en place d'une signalétique**

**Le Maire de THIL, en accord avec les autres parties signataires du présent protocole, peut implanter aux entrées de la commune une signalétique** dans le strict respect de la réglementation en vigueur, pour informer les personnes mal intentionnées qu'elles pénètrent dans un domaine où les résidents sont particulièrement vigilants et signalent à la gendarmerie toute situation qu'ils jugent anormale.

#### **Article 6 : Réunions d'échange**

Afin de fluidifier et d'harmoniser le dispositif, des **réunions d'échange**, rassemblant le maire, les référents désignés au sein de la commune de **THIL**, le commandant de la brigade de Miribel, les correspondants gendarmerie et le référent sûreté du groupement, seront organisées **une fois par trimestre, ou ponctuellement en cas de besoin précis** (phénomène de délinquance sériel constaté dans la commune, un quartier ou aux abords,...).

#### **Article 7 : Ordre du jour**

Il est adressé **8 jours avant** la date de la réunion aux participants.

Le Préfet, le Procureur de la République près le TGI de Bourg en Bresse et le commandant de la compagnie de gendarmerie départementale de Trévoux en sont destinataires pour information et peuvent, s'ils le souhaitent, y participer ou y être représentés.

#### **Article 8 : Modalités d'évaluation de la convention**

Un **rapport** sur les conditions de mise en œuvre du présent protocole et ses éventuelles améliorations est **rédigé une fois par an**, dans les conditions fixées d'un commun accord par le commandant de la brigade de **Miribel** et le maire de la commune.

Il est communiqué pour information au Préfet de l'Ain (cabinet), au Procureur de la République près du TGI de Bourg en Bresse et au commandant de la compagnie de gendarmerie de Trévoux.

Il comprend les points suivants :

- L'analyse de la délinquance de proximité constatée sur la commune (comparaison de l'année A sur l'année A-1) ;

- Le sentiment de la population ;
- Les difficultés rencontrées et les éventuelles perspectives d'améliorations.

#### **Article 9 : Durée du protocole**

Il est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature, renouvelable chaque année par tacite reconduction. Il peut être dénoncé par l'une des parties après un préavis de 6 mois.

Fait à THIL, le  
Le Maire de THIL

Le Préfet de l'Ain

*Le Colonel commandant le groupement de  
gendarmerie départementale de l'Ain*

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

### **9. ASSAINISSEMENT – MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE**

Mr le Maire rappelle qu'on va entrer dans une phase active relative à l'assainissement. Il est important d'autoriser le Maire à signer les documents afférents (marchés étude géotechnique, étude relevés topographiques complémentaires) et lancer la maîtrise d'œuvre, donc l'ingénierie du réseau.

Il précise que la prochaine Commission Générale du 07 avril prochain, aura pour sujet principal, le schéma de programmation des travaux d'assainissement, tranche par tranche.

#### **DELIBERATION 16/02/11 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF – PRE-ETUDES TECHNIQUES ET APPEL A CANDIDATURES POUR LE MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE**

Rapporteur : Bruno Loustalet

Mr le Maire rappelle que suite au vote du Budget primitif « Assainissement », il y a lieu d'engager :

1° le processus de la commande publique liée à la sélection d'un Maître d'œuvre qui aura la charge de réaliser les études d'ingénierie détaillée, la commande publique relative aux choix des entreprises de travaux et le pilotage desdits marchés ;

2° les études géotechniques et de relevés topographiques complémentaires préliminaires qui seront à remettre au Maître d'œuvre qui sera choisi pour la réalisation des études d'ingénierie et la gestion de la commande publique du marché de travaux et le pilotage de son exécution.

#### **Le Conseil,**

Après en avoir délibéré,

. **DECIDE** de lancer les commandes relatives aux études géotechniques et relevés topographiques dans la limite des crédits ouverts au budget assainissement ;

. **AUTORISE** Mr le Maire à engager l'Avis d'appel à candidatures en vue du recrutement d'un Maître d'œuvre pour la réalisation des études d'ingénierie, la gestion de la commande publique du marché de travaux et le pilotage de son exécution.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **10. TELETRANSMISSION DES ACTES**

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération. Il précise que la souscription à Adullact est gratuite pour la commune, du fait du paiement mensuel de la cotisation au Centre de Gestion. Il souligne que l'achat du certificat RGS\*\* coûte 324,00 € et est valable trois ans.

Mr Julian demande quels types de pièces sont concernés.

Mr Guillard répond qu'il s'agit des délibérations et des arrêtés du Maire.

### **DELIBERATION 16/02/12 : MISE EN ŒUVRE DE LA TELETRANSMISSION DES ACTES**

Rapporteur : Philippe Guillard

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1 ;

Considérant que la commune souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,

Considérant que, après une consultation dans le cadre du code des marchés publics, la société ADULLACT a été retenue par le Centre de Gestion de l'Ain pour être le tiers de télétransmission ;

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur,

### **LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré :**

- décide de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- donne son accord pour que Mr le Maire signe le contrat d'adhésion aux services ADULLACT pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité;
- donne son accord pour que Mr le Maire signe la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec Mr le Préfet de l'Ain, représentant l'Etat à cet effet ;
- donne son accord pour que Mr le Maire signe le contrat de souscription d'achat d'un certificat électronique RGS\*\* entre la commune et ChamberSign ;
- désigne Mme la Secrétaire Générale et Mme la Secrétaire d'accueil en qualité de responsables de la télétransmission.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **11. CONTRAT D'ASSURANCE COLLECTIVE**

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération. Il rappelle que le contrat d'assurance collective concerne le remboursement des Indemnités Journalières à la commune, lorsque les agents relevant de la CNRACL sont en arrêt maladie.

### **DELIBERATION 16/02/13 : MANDAT DONNE AU PRESIDENT DU CENTRE DE GESTION POUR L'ENGAGEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE COLLECTIVE**

Rapporteur : Philippe Guillard

Mr Le Rapporteur rappelle à l'assemblée que :

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale, et notamment son article 26 ainsi que le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 autorisent les Centres de gestion à souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions des articles L. 416-4 du code des communes et 57 de cette même loi.

Un contrat a été conclu par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ain dans le cadre des dispositions prévues par l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 et le décret 88-145 du 15 février 1988, à l'issue d'un appel d'offres réalisé au cours de l'année 2012 dans le strict respect des règles applicables aux marchés publics d'assurance. Le marché a été attribué en dernier lieu à la CNP pour la couverture du risque et à la Société GRAS-SAVOYE pour la gestion et ce, pour une durée ferme de 4 ans qui vient à échéance le 31 décembre 2016.

Ce contrat a donc été mis en place sur les bases suivantes :

- Prise d'effet des garanties au 1er janvier 2013, pour une durée ferme de quatre ans, avec faculté de résiliation annuelle par chacune des parties sous préavis de 6 mois.
- La tarification varie selon le nombre d'agents employés dans la Collectivité et la franchise retenue en maladie ordinaire. Pour les collectivités dont le nombre d'agents employés est supérieur à 19, une tarification spécifique a été proposée en fonction de leur absentéisme.

La consultation à venir doit s'opérer dans un contexte juridique spécifique, en application de l'article 35-I-2° du Code des Marchés Publics. En effet, la consultation des entreprises d'assurances devrait être lancée en procédure négociée, avec publicité préalable et mise en concurrence qui devra paraître au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Dans le respect tant du formalisme prévu par le Code des Marchés Publics que des dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, le Centre de gestion doit justifier d'avoir été mandaté pour engager la procédure de consultation à l'issue de laquelle les collectivités auront la faculté d'adhérer ou non au contrat qui en résultera. Il le fera dans le respect du code des marchés publics auquel sont soumis les contrats d'assurance, ceci en vue de la mise en place d'un nouveau contrat à effet du 1er janvier 2017 dont il espère un ajustement modéré des taux de cotisation et afin que les collectivités adhérentes au contrat-groupe continuent bien à être couvertes.

Aussi, Mr le Rapporteur propose à l'assemblée de donner mandat au Président du Centre de gestion de l'Ain pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des différents prestataires potentiels dans le respect du formalisme prévu par le Code des Marchés Publics.

L'assemblée est invitée à examiner les propositions qui viennent d'être formulées.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Décide d'étudier l'opportunité de conclure un nouveau contrat d'assurance pour la garantie de ses risques statutaires
- Décide pour cela de donner mandat au Président du Centre de gestion de l'Ain afin :
  - qu'il procède à la consultation des différents prestataires potentiels ;
  - qu'il conclue le cas échéant un contrat-groupe adapté aux besoins des collectivités mandataires ;
  - qu'il informe ces collectivités des caractéristiques du nouveau contrat-groupe, se fasse le relais de toute demande d'adhésion au dit contrat et qu'il prenne toute décision adaptée pour réaliser réglementairement la passation du marché susvisé.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **12. RETROCESSION PARCELLE - CLOS DES PLATANES**

Mr Maisonnas présente la parcelle ZB.154 sur un plan projeté en séance.

Il rappelle le projet mode doux à proximité du Clos des Platanes.

La commission Voirie s'est posé la question, si la commune acquerrait aussi les autres parcelles à droite en amont du transformateur du SIEA et la noue végétalisée le long de la route de Beynost. Elle a décidé de commencer par la parcelle ZB.154, concernée notamment par l'implantation d'un container à verre. Mr Maisonnas ajoute que s'agissant d'une rétrocession, cette parcelle est gratuite pour la commune.

Mr Guillard demande s'il y aura des frais d'acte notarié.

Mr Maisonnas répond dans l'affirmative.

### **DELIBERATION 16/02/14 : RETROCESSION PARCELLE ZB.154 – CLOS DES PLATANES**

Rapporteur : Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle à l'assemblée que par acte notarié en date du 26 novembre 2013, la Société European Homes a établi le Cahier des Charges du lotissement le Clos des Platanes, déterminant les règles d'intérêt général, les droits, obligations et servitudes devant exister à la charge et au profit des immeubles ou parcelles inclus dans le périmètre de l'ensemble immobilier.

Le présent acte précise en classe 5 « Cas particulier » : *La Collectivité publique pourra exiger que l'auteur du Cahier des Charges lui transfère directement les parties à usage collectif (...).*

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la rétrocession de la parcelle ZB.154 au profit de la commune,

Vu l'avis favorable de la Commission Voirie en date du 03 mars 2016,

Vu l'avis favorable de la Société European Homes en date du 15 mars 2016,

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Rapporteur,

. Autorise Mr le Maire à signer tout acte afférent à cette transaction.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **13. QUESTIONS DIVERSES**

- 1- Mr le Maire donne lecture d'un courrier qu'il adresse au Président d'U-Thil et à son Bureau et demande que copie dudit courrier soit annexée au présent compte rendu.

Monsieur le Président et son Bureau  
Association U-Thil  
c/o Monsieur Serge Manié  
4, Lotissement « La Verchère »  
01120 THIL

Thil, le 29 mars 2016

**Objet :** 100% U-Thil n° 6 mars 2016

Le Maire,  
Vice-Président de  
la Communauté de  
communes de  
Miribel et du  
Plateau

Monsieur le Président,

La dernière parution de "100% U-Thil 100% Local" a fait l'objet de remarques de la part de mes collègues du Conseil municipal. Ils s'inquiètent du caractère équivoque de certaines informations et de l'insuffisance des portés à connaissance.

Je me dois de vous en faire part.

1° Votre brève intitulée "PLU au recours" appelle les mises au point suivantes :

Concernant "l'avis de la préfecture": l'assertion "On a ici, tout comme certains avocats, un peu de mal à comprendre que l'on s'accommode d'un règlement qui méconnaît les risques avérés par le PPRI. Chacun assumera ses responsabilités..."

Ceci est inexact.

Comme indiqué à maintes reprises et de façon publique, le PLU a intégré, les prescriptions du PPRI tout en reconduisant les dispositions prévalant dans l'ancien POS en matière d'inondabilité.

Je rappelle que la position des Conseillers municipaux d'opposition, visait à remettre en cause les zonages et règlements du POS 2002 des zones identifiées comme passages d'eau de crues. Ce qui ne pouvait qu'accroître les risques d'exposition des personnes et des biens.

Le PLU, approuvé par la majorité municipale, dispose d'une réglementation protectrice compatible avec le PPRI et adaptée à la réalité de l'inondabilité de la commune et des évolutions juridiquement possibles.

Ce point a clairement été relevé dans le Courrier adressé par Mr le Préfet aux Conseillers municipaux d'opposition (lettre du 22/01/2016 accessible sur le site communal).

Le Préfet, au titre du Contrôle de légalité (lettre du 18/01/2016), tout en considérant que les dispositions relatives au règlement de la zone Nh "vont dans le bon sens", n'a fait qu'une seule observation sur la disposition interdisant la reconstruction après sinistre du règlement de la zone Nh, pour son caractère excessif " puisque la Déclaration d'utilité publique du puits de captage n'a pas abouti".

Vous noterez que la disposition en question n'est pas frappée d'illégalité – contrairement à la demande du Conseil des requérants et, au surplus, n'a fait, à aucun moment, l'objet d'une quelconque contestation par l'un ou l'autre des membres du Conseil municipal.

Concernant les recours, je vous invite à compléter votre communication en précisant que " les PC délivrés sous l'empire du PLU ne seraient pas remis en cause par une annulation du PLU qu'à la condition d'être devenus définitifs au moment de l'éventuel jugement d'annulation. Les PC faisant l'objet d'un recours fondé sur l'illégalité du PLU seraient annulés."

2° Enfin, nous constatons votre absence à l'invitation faite à tous les Thilois pour une concertation la plus ouverte quant aux aménagements des Bords du Rhône. Votre présence vous aurait permis de formuler vos propositions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Bruno LOUSTALET

Cc. Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux



- 2- Mr le Maire informe l'Assemblée de l'invitation au deuxième atelier lié à l'expérimentation densification douce, destinée à tous les résidents de l'ilot de l'expérimentation. Les autres Thilois seront informés du rendu de cette réunion réalisée par le CAUE et la DDT.  
C'est le CAUE et la DDT qui ont souhaité limiter cette rencontre aux seuls résidents de l'ilot central de la commune. Plus de sept volontaires se sont portés candidats pour interfacer avec le CAUE et la DDT. Les élus disponibles sont invités à y participer, cependant ils ne pourront intervenir.  
Mme Duprat est concernée par cet atelier, ayant un terrain sur ce périmètre. Cependant elle ne pourra assister à cette réunion.

- 3- Mr Manié demande quid de la passerelle à Thil. Est-ce que la commune est toujours porteur de l'implantation d'une passerelle comme c'était dans les programmes électoraux de l'époque ?  
Mr le Maire rappelle que ce n'était pas dans le programme de la Majorité municipale mais dans celui de l'Opposition. Quant à savoir si la commune porte un projet de passerelle, il invite Mr Manié à lire le résultat de l'étude portée par la précédente mandature et réalisée par la SEGAPAL qui mettait en évidence, une problématique côté Thil, d'un espace naturel sensible et en face, dans une zone Natura 2000 et de plus, toutes les problématiques liées à la loi sur l'eau et des projets d'endiguement.

Mr le Maire rappelle que le projet est porté par la CCMP. Une étude est confiée à la SEGAPAL et qui a abouti à l'objectif, à la réalisation de plusieurs accès mode doux au Grand Parc, notamment un projet à Neyron qui pourrait être susceptible d'être cofinancé par le Grand Lyon et la CCMP et un autre projet à l'Est du territoire (au niveau du pont de l'autoroute à St Maurice de Beynost).

D'autre part, Mr le Maire rappelle que lors de l'enquête publique du PLU, des Thilois se sont exprimés contre la construction d'une passerelle à Thil de par les problèmes de voirie, de stationnement, etc. Les Thilois préfèrent un espace piétonnier au niveau des Quai des Amours, des étangs...

Mr le Maire rappelle qu'il y a des contraintes physiques, environnementales, financières, fonctionnelles, et que la commune reste toujours très attachée à la réalité de l'Anneau Bleu et des circulations douces au sein de Thil.

Qu'adviendra-t-il dans 25 ans, Mr le Maire l'ignore.

Mr le Maire rappelle que le coût estimé d'une passerelle (aménagements compris) est de l'ordre de 4 M€, et que le coût de l'assainissement collectif à Thil est aussi de 4 M€.

Mr Manié précise qu'il lui semble que le sujet n'avait pas été tranché en Commission Générale.

L'assemblée répond que le sujet n'a jamais été mis à l'ordre du jour.

- 4 - Mr Julian rappelle le courrier que Mr le Maire adresse au Président d'U-Thil. Cependant, il aurait aimé que Mr le Maire parle de la sécurité des enfants à l'arrêt du Clos des Platanes.

Mr le Maire rappelle qu'un plateau piétonnier a été réalisé l'été dernier, et a fait l'objet d'une réception de chantier puis d'un arrêté municipal qui a donné lieu de la part du Conseil Départemental à un procès-verbal de conformité. L'ouvrage réalisé, est conforme à la réglementation. Les documents sont consultables en Mairie.

Par ailleurs, s'est télescopé sur cet aménagement, le fait que parallèlement la CCMP avait son propre schéma d'accessibilité programmée (ADAP'T). Ce travail amorcé depuis 1,5 an avec les associations représentatives du territoire a donné lieu à validation de la Préfecture, il y a environ deux semaines. La CCMP prendra en charge les aménagements complémentaires d'accessibilité programmés comme les bandes podotactiles, les potelets... ; la Communauté de Communes ayant eu la validation de son schéma d'Adap't, fera un « tir groupé » de l'ensemble de ces aménagements.

Mr le Maire regrette que certains trouvent astucieux de critiquer la Municipalité pour l'aménagement du quai Colibri en sault-brenaz, sujet sur lequel il a eu l'occasion de s'expliquer dans le Journal de la Côtère. La CCMP a inscrit dans un cadre pluriannuel d'équipement, la mise en conformité de l'ensemble des arrêts Colibri au titre de son propre schéma ADAP'T.

Mr le Maire demande à ce que les parents s'assurent de l'éducation à la sécurité pour les transports scolaires. Ils ont leurs propres arrêts et les enfants sont tenus de les utiliser à la montée et à la descente. Mr le Maire rappelle qu'il serait de bon ton que les enfants mettent des gilets jaunes

lorsqu'ils se rendent aux arrêts de bus. Il demande aux médias communaux et locaux de relayer ce sujet.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le mercredi 30 mars 2016 à 22 h 07  
Stopper l'enregistrement»*